

Ukraine : la grande manipulation



[Source : voltairenet.org]

[Photo : Le président Poutine s'expose. Il a réuni 80 000 personnes dans un stade pour célébrer la réunification avec la Crimée et la lutte contre les néo-nazis ukrainiens. Pendant ce temps, à Kiev, aucune foule ne descend dans les rues pour soutenir le président Zelensky qui se cache.]

Par **Thierry Meysan**

Alors que les révélations se multiplient sur les exactions commises par les bandéristes ukrainiens durant les huit dernières années, les Occidentaux continuent à ne percevoir que la souffrance des populations civiles ukrainiennes. Elles ignorent tout des causes profondes de la guerre, tout autant que des événements qui ont conduit le Kremlin à la déclencher. Peu importe, les bandéristes sont en train de perdre et les grandes puissances préparent la paix.

Cet article fait suite à :

1. « La Russie veut contraindre les USA à respecter la Charte des Nations unies », 4 janvier 2022.
2. « Washington poursuit le plan de la RAND au Kazakhstan, puis en Transnistrie », 11 janvier 2022.
3. « Washington refuse d'entendre la Russie et la Chine », 18 janvier 2022.
4. « Washington et Londres, atteints de surdité », 1er février 2022.
5. « Washington et Londres tentent de préserver leur domination sur l'Europe », 8 février 2022.
6. « Deux interprétations de l'affaire ukrainienne », 15 février 2022.
7. « Washington sonne l'hallali, tandis que ses alliés se retirent », 22 février 2022.
8. « Vladimir Poutine déclare la guerre aux Straussien », 5 mars 2022.
9. « Une bande de drogués et de néo-nazis », 5 mars 2022.
- 10 « Israël abasourdi par les néo-nazis ukrainiens », 8 mars 2022.

Alors que les révélations se multiplient sur les exactions commises par les bandéristes ukrainiens durant les huit dernières années, les Occidentaux continuent à ne percevoir que la souffrance des populations civiles

ukrainiennes. Elles ignorent tout des causes profondes de la guerre, tout autant que des événements qui ont conduit le Kremlin à la déclencher. Peu importe, les bandéristes sont en train de perdre et les grandes puissances préparent la paix.

Les opérations militaires se poursuivent en Ukraine avec deux narrations radicalement différentes selon que l'on écoute les médias occidentaux ou russes. Ces deux versions s'écartent non seulement pour décrire la guerre, mais aussi et surtout pour décrire les buts de cette guerre.

En Occident, le public est persuadé que l'armée russe a d'énormes problèmes logistiques et ne parvient pas à alimenter ses chars en carburant. Ses avions frappent indistinctement des cibles militaires et civiles, détruisant aveuglément des villes entières. Le dictateur Poutine n'en aura pas fini tant qu'il n'aura pas écrasé Kiev et tué le président élu Zelensky. À ses yeux l'Ukraine est coupable d'avoir choisi la démocratie en 2014 au lieu de reconstituer l'Union soviétique. D'ici là, il sème la mort et la désolation sur une population civile, tandis que ses soldats se font tuer à grande échelle.

Au contraire, en Russie, on pense que les combats sont limités à des zones précises, le Donbass, la côte de la mer d'Azov et les cibles militaires partout ailleurs. Certes, on déplore quelques pertes, mais pas d'hécatombe. On observe avec stupeur le soutien que les anciens alliés de la Grande Guerre patriotique (la Seconde Guerre mondiale) apportent aux Bandéristes, les néo-nazis ukrainiens. On attend qu'ils soient tous neutralisés pour que la paix puisse revenir.

En bruit de fond, l'Occident a lancé une guerre économique et financière contre la Russie. De très nombreuses entreprises occidentales quittent le pays et sont immédiatement remplacées par d'autres venant de pays ne participant pas à cette guerre. À titre d'exemple, les restaurants McDonald seront remplacé par la chaîne turque Chitik Chicken, tandis que les Émirats arabes unis accueillent les oligarques chassés d'Europe. La Chine et la Communauté économique eurasiennne planifient la mise en place d'un système économique et financier parallèle à celui de Bretton Woods. Bref, le monde se coupe en deux.

Qui dit vrai ?



Les services secrets russes sont persuadés que le président Volodymyr Zelensky s'est enfui de Kiev et qu'il réalise ses interventions vidéos depuis un studio. Ils scrutent tous ses messages pour localiser où il se cache.

La guerre proprement dite

Selon les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), c'est-à-dire du forum intergouvernemental créé par les accords d'Helsinki (1973-75), le front du Donbass était stable depuis plusieurs mois, lorsque les bombardements ont repris à partir du mercredi 16 février 2022 pour atteindre leur paroxysme le vendredi 18 (plus de 1 400 explosions entendues). Les gouvernements locaux de Donetsk et de Lougansk ont alors replié plus de 100 000 personnes pour les protéger de ce déluge de feu.

Le soir du 18, la réunion annuelle des élites de l'Otan, la « Conférence sur la Sécurité de Munich », débutait. L'un des invités les plus remarquables était le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy. Le 19, il prenait la parole et déclarait que son pays ambitionnait de se doter de l'arme nucléaire face à la Russie. Le 20, la Douma était en ébullition à Moscou et votait une motion demandant au président Poutine de reconnaître les deux républiques du Donbass comme indépendantes, ce qu'il faisait dans la précipitation le 21 au soir. Il n'y avait même pas de drapeaux des deux nouvelles nations au Kremlin.

Le 24, l'opération militaire russe débutait par un bombardement massif des systèmes de défense anti-aériens, puis des usines d'armement et des casernes des bandéristes (les néo-nazis ukrainiens). La stratégie militaire russe avait été improvisée, comme la reconnaissance diplomatique des républiques du Donbass. Les troupes déployées étaient déjà épuisées par les manœuvres

qu'elles venaient d'effectuer en Biélorussie.

La Maison-Blanche et la presse occidentale, au contraire, faisant l'impasse sur la guerre du Donbass et sur les déclarations du président Zelenski, affirmait que tout cela était prévu depuis longtemps et que les troupes russes avaient été positionnées à l'avance. Le dictateur Poutine, ne supportant pas le choix des Ukrainiens pour la Démocratie, les contraignait à réintégrer son Empire comme Léonid Brejnev avait mis au pas les Tchécoslovaques, en 1968. Cette lecture des événements a semé la panique chez tous les anciens membres du Pacte de Varsovie et l'Union soviétique (qui ont oublié que Brejnev n'était pas russe, mais ukrainien).

Depuis lors, appliquant la technique mise au point par Jamie Shea lors de la guerre du Kosovo, l'Otan écrit chaque jour une nouvelle histoire édifiante sur les crimes de la Russie. Cela va du bombardement irresponsable d'une centrale nucléaire ukrainienne à la frontière russe, à l'anecdote attendrissante d'un jeune enfant qui atteint seul la liberté en traversant l'Europe jusqu'à Berlin. Tout cela est ridicule et atterrant, mais largement repris sans réflexion, ni vérification, par les médias occidentaux.



Joel Lion, alors ambassadeur à Kiev, mettait en garde contre les bandéristes. Il est aujourd'hui en poste au ministère des Affaires étrangères en Israël.

La guerre diplomatique

Comme les choses vont mal pour l'armée ukrainienne et ses supplétifs bandéristes (ou « néo-nazis » selon la terminologie russe), le président Zelenski a sollicité l'ambassade de Chine à Kiev pour transmettre une demande de négociation au Kremlin dès le second jour du conflit. Les États-Unis s'y sont d'abord opposés avant de laisser faire. Durant les contacts, la France et l'Allemagne ont pris des initiatives avant d'être remplacés par la Turquie et Israël. C'est bien normal. En effet, la France et l'Allemagne ont failli à leurs responsabilités en laissant massacrer par Kiev 13 000 à

22 000 personnes en violation des accords de Minsk dont ils étaient les garants. Tandis que la Turquie a soutenu les Tatars ukrainiens sans pour autant mener d'action en Ukraine et qu'Israël a soudain pris conscience que le danger bandériste (c'est-à-dire « néo-nazi ») que son ambassadeur à Kiev dénonçait était bien réel.

Ces négociations se déroulent bien, malgré l'assassinat par les bandéristes ukrainiens d'un délégué de leur propre pays, le banquier Denis Kireev, coupable à leurs yeux d'avoir prétendu que les Ukrainiens et les Russes étaient des frères slaves. Malgré aussi la bourde du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, qui a cru malin de rappeler lourdement que la France est une puissance nucléaire, provoquant la mise en alerte nucléaire de la Russie.

Ces négociations pourraient se terminer d'une manière difficile à imaginer : l'Ukraine, qui avait inclus 102 000 bandéristes dans ses forces de Défense territoriales, pourrait être désarmée et placée sous la protection des États-Unis et du Royaume-Uni (c'est-à-dire en pratique de l'Otan). C'est en effet le seul moyen de respecter les traités, notamment les déclarations d'Istanbul (1999) et d'Astana (2010). L'Ukraine a le droit de choisir ses alliés, mais pas d'accueillir d'armes étrangères chez elle. Elle peut donc signer des accords de Défense, mais pas être placée dans un commandement intégré. C'est une position très gaullienne : Charles De Gaulle avait maintenu la signature de la France au Traité de l'Atlantique-Nord, mais avait retiré l'armée française du commandement intégré de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (Otan) et avait chassé les soldats états-uniens du sol français.

La Russie devrait occuper durablement, voire annexer, la côte de la mer d'Azov (y compris Marioupol) de manière à joindre la Crimée au Donbass. En outre, elle devrait occuper, voire annexer, le canal de Crimée du Nord qui approvisionne en eau potable la péninsule criméenne. Enfin, elle pourrait occuper, voire annexer, la côte de la mer Noire (y compris Odessa) de manière à joindre la Crimée à la Transnistrie. La minorité hongroise, elle aussi victime des bandéristes qui ont fermé ses écoles, pourrait être rattachée à la Hongrie. Cependant, le mieux est l'ennemi du bien : la perte d'accès de l'Ukraine à la mer pourrait être une cause de conflit futur.

La seule chose qui est certaine, c'est que la Russie poursuivra son action jusqu'à la neutralisation de tous les bandéristes et qu'Israël la soutiendra pour cela, mais pas au-delà. De ce point de vue, le meeting que le président Poutine a convoqué à Moscou « contre les nazis » n'est pas un simple message de détermination à son opinion publique, c'est déjà un cri de victoire. Tous les monuments à la gloire de Stepan Bandera et des nazis devront être détruits. Les autres nations qui ont soutenu les néo-nazis, notamment la Lettonie, devraient le prendre pour dit.



Sergey Glazyev fait son grand retour. Après avoir joué un rôle dans la privatisation des biens collectifs soviétiques, il pourrait construire un nouveau système financier global.

La guerre économique et financière

C'est là que tout se joue pour les États-Unis. Ils sont parvenus en quelques jours à faire prendre des mesures unilatérales (et donc illégales en droit international) à tous leurs alliés. Mais ces mesures, qualifiées de « sanctions » quoique sans jugement, ne sont pas tenables à moyen terme. D'ores et déjà elles ont suscité une spéculation effrénée sur l'énergie et une hausse des prix immédiate en Europe. Les grandes entreprises européennes quittent la Russie la mort dans l'âme. Elles assurent le Kremlin qu'elles n'ont pas le choix et qu'elles espèrent revenir au plus vite.

Le président Vladimir Poutine met en avant les libéraux que l'on accusait il y a peu d'être vendus à l'étranger. L'ancien président Dmitri Medvedev est à nouveau en grâce. La directrice de la Banque centrale russe, Elvira Nabiullina, qui avait été choisie au moment de l'idylle avec l'Ouest, a été présentée à la Douma pour se succéder à elle-même, mais désormais pour travailler avec d'autres partenaires. Sergey Glazyev, dont le nom est associé aux privatisations de l'ère Yelstin, s'est vu confier la création d'un nouveau système économique et financier qui puisse se substituer à celui conçu par les Anglo-Saxons en 1944, à Bretton Woods. Tout leur est pardonné pourvu qu'ils garantissent aux Chinois et à la Communauté économique eurasiatique (Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie, Tadjikistan) qu'ils ne seront pas étatistes.



Le pape François a accepté de réveiller les vieux démons des croisades. Le 25 mars, il consacra l'Ukraine et la Russie au Cœur immaculé de Marie, selon les vœux de celle-ci transmis par les voyants de Fatima lors de la révolution russe.

La guerre idéologique

La paix en Ukraine ne réglera pas le conflit russo-US ouvert depuis le 17 décembre 2021. Celui-ci continuera avec d'autres affrontements. Pour leur part, les Straussien, qui ont usé et abusé des arguments religieux pour attaquer la Russie en Bosnie-Herzégovine, en Afghanistan, en Tchétchénie et au Moyen-Orient élargi, ont bien l'intention de les utiliser au plan global.

Souvenons-nous, l'orientaliste straussien Bernard Lewis (ancien agent des services secrets britanniques, puis membre du Conseil de sécurité nationale US, puis conseiller de Benjamin Netanyahu) avait conçu un moyen pour mobiliser les arabes, à la place des Occidentaux, contre les Russes. C'était la stratégie du « choc des civilisations ». Il avait expliqué qu'en Afghanistan, les croyants musulmans devaient se battre contre les Soviétiques athées. C'est cette vision qui a été concrétisée par les arabes-afghans d'Oussama ben Laden. La même stratégie a été utilisée avec succès en Bosnie-Herzégovine et en Tchétchénie. Sur le premier théâtre d'opération, l'Otan s'est appuyée sur l'armée saoudienne et sur les Gardiens de la Révolution iraniens (ainsi que sur quelques éléments du Hezbollah libanais). Un Straussien, Richard Perle, est même devenu le conseiller diplomatique du président bosniaque Alija Izetbegović, dont Oussama Ben Laden était le conseiller militaire. Plus tard, durant la Seconde Guerre de Tchétchénie, les Straussien ont organisé l'alliance entre les Bandéristes ukrainiens et les

islamistes tchéchènes (congrès de Ternopol, 2007), avec le soutien logistique de la Milli Görüş (alors dirigée par Recep Tayyip Erdoğan). Tous se sont battus côte-à-côte pour l'Émirat islamique d'Ichkérie (Tchéchénie). En définitive, la stratégie de Bernard Lewis fut popularisée par son assistant, Samuel Huntington. Cependant, il ne la présenta plus comme un plan militaire, mais comme une fatalité expliquant opportunément l'attribution des attentats du 11 septembre 2001 aux musulmans en général.

Considérant que rien n'arrête les gens qui se battent en croyant servir Dieu, les Straussiens ont décidé depuis quatre ans déjà de réactiver le schisme qui sépara les Catholiques des Orthodoxes au XI^{ème} siècle. Ils se sont d'abord attelés à scinder l'Église orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou. Ils y sont parvenus avec l'aide de la Turquie qui a fait pression sur le patriarche de Constantinople. Il s'agit maintenant de déchaîner les passions en ressuscitant les prophéties de Fatima. En 1917, juste après la révolution russe, des voyants portugais eurent des apparitions de la Vierge Marie. Celle-ci leur confia différents messages, dont un dénonçant implicitement le renversement du Tsar de droit divin. La Russie était présentée comme choisissant le Mal et tentant de le répandre. Par conséquent, le conseiller de Sécurité nationale, Jake Sullivan, s'est rendu à Rome, à l'occasion d'une rencontre avec la Chine, en fait pour convaincre le pape François. Il y est parvenu.

Un calendrier a été mis au point. Le président Zelenski s'adressera au parlement français, puis le président Biden viendra en Europe présider un sommet extraordinaire de l'Otan, et enfin le pape François, réalisant la prière de la Vierge Marie à Fatima, consacra l'Ukraine et la Russie au Cœur immaculé de la Vierge. Ce montage peut apparaître artificiel, mais son effet devrait être puissant. Pour beaucoup de catholiques, combattre la Russie deviendra un devoir religieux.

Conclusion

Dans les prochaines semaines, le président Joe Biden devra s'essayer à un nouveau discours. Il s'agira de présenter la paix en Ukraine comme une victoire de la sagesse. Peu importe que les Ukrainiens aient joué et perdu. Peu importe que les bandéristes soient prisonniers ou morts. Peu importe que l'Ukraine perde son accès à la mer. Les Alliés seront invités à augmenter leurs dépenses militaires et à payer avec leurs deniers pour tout ce carnage.

PS : Ma chronique de la semaine dernière a été illustrée par erreur avec une photographie de Reinhard Gehlen à la place d'une de Stepan Bandera. Nous vous prions de nous en excuser.

Thierry Meyssan

source : Réseau Voltaire